# SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT: LES PRINCIPAUX COORDINATEURS DU GROUPE DES NEGOCIATEURS AFRICAINS SE SONT CONCERTES AVANT LA RENCONTRE

*En prévision du premier Sommet africain sur le climat (ACS), co-organisé par le Kenya et la Commission de l'Union africaine (CUA) à Nairobi du 4 au 6 septembre 2023, les principaux coordinateurs du Groupe africain des négociateurs sur le changement climatique (AGN) se sont réunis à Nairobi. Pendant cette séance, ils ont discuté et pris des décisions sur les questions clés liées aux intérêts et aux attentes de l'Afrique pour la COP28.*

Le Président du Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement climatique et les principaux coordinateurs
***De Friday Phiri***

L'ACS, le Sommet africain sur le climat, qui se tiendra sous le thème : « Croissance verte et financement climatique pour l'Afrique et le monde », vise à marquer la force du continent africain et son poids dans les discussions à l'échelle mondiale et dans les forums internationaux existants, tels que l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), le G7, sans écarter, entre autres, les processus du G20 et la COP 28. Le Sommet se tiendra parallèlement à la Semaine africaine du climat (4 – 8 septembre 2023), un événement annuel dirigé par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), visant à promouvoir des actions permettant de rectifier le cap, afin d'atteindre les buts et

objectifs de l’Accord de Paris.

La réunion devrait rassembler des dirigeants d’Afrique et d’ailleurs ; les partenaires de développement ; les organisations intergouvernementales ; le secteur privé; le milieu universitaire ; les organisations de la société civile ; les femmes et les jeunes pour concevoir et booster des actions et  solutions pour le changement climatique en Afrique, en fournissant une plate-forme d’échange sur le lien entre le changement climatique, la réalité du développement de l’Afrique et la nécessité de faire pression pour un investissement accru dans l’action climatique à l’échelle mondiale, et en particulier en Afrique.

Outre la position commune africaine sur les différents volets de négociation thématiques sur le climat, les principaux coordinateurs du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, ont délibéré également sur la Déclaration de Nairobi, un document final clé attendu à la fin du sommet. S’exprimant lors de la séance d’ouverture de la réunion, le Président du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, Ephraim Mwepya Shitima a exhorté les coordonnateurs principaux à continuer de jouer leur « rôle critique en tant que conseillers techniques auprès des décideurs politiques sur la participation efficace de l’Afrique aux négociations mondiales sur le climat en relation avec les réalités et aspirations de développement du continent». Et à cette occasion, Rose Mwebaza, la Directrice du bureau régional du Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE) pour l’Afrique, a apprécié le rôle joué par le Groupe des Négociateurs africains,  au fil des années dans la participation efficace de l’Afrique aux processus climatiques et a exhorté le groupe à rester concentré.

« Je suis particulièrement ravi d’être avec vous non seulement dans mes nouvelles fonctions ici au PNUE, à la tête du Bureau Régional pour l’Afrique, mais aussi en tant que l’un de vous, ayant participé activement aux processus de négociation sur le

changement climatique au cours des 20 dernières années », a déclaré Mwebaza. « Je pense que nous vivons une période passionnante alors que le continent se prépare à accueillir le premier Sommet africain sur le climat. En tant que négociateurs techniques, je vous exhorte à rester concentrés et à fournir les orientations nécessaires par rapport aux besoins de développement du continent ».

**Opportunité pour l'Afrique**

L'Afrique est considérée comme le continent du futur. En tant que continent le plus jeune et à l'urbanisation la plus rapide, avec une population qui devrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, l'Afrique dispose d'un immense potentiel en matière d'énergie propre, de terres arables, de minéraux essentiels et de ressources naturelles. Alors que le continent fait déjà preuve d'une forte dynamique en matière de croissance verte, il doit capitaliser sur cette dynamique existante en mettant en œuvre un programme de croissance verte holistique qui tire parti de ses vastes ressources, et en garantissant un financement climatique adapté aux besoins de l'Afrique. Ce qui correspond à ses ambitions de croissance.

Le potentiel des énergies renouvelables de l'Afrique sera cinquante fois supérieur à la demande mondiale d'électricité prévue en 2040. Cependant, les énergies renouvelables représentent 10 % du mix de production d'électricité et seulement 20 % de la capacité totale de production d'électricité installée en Afrique. Alors que l'Afrique abrite 30 à 40 % des minéraux de la planète, y compris ceux nécessaires à la transition vers les énergies vertes et aux batteries (par exemple, plus de 40 % des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine), le continent a peu à montrer en termes d'énergie propre et de mobilité.

De même, l'Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées de la planète, qui, lorsqu'elles sont exploitées de

manière durable, peuvent aider le monde à atteindre la sécurité alimentaire, le continent étant un importateur net de nourriture. Le sommet cherche donc à répondre à la nécessité de changer le discours de l'Afrique sur le changement climatique pour en faire un programme de croissance en exploitant les opportunités qui existent pour la transformation économique. Cet agenda se concentrera sur 5 axes de croissance fondamentaux : transition énergétique / énergies renouvelables; minéraux verts et production; l'agriculture durable, l'utilisation des terres et de l'eau/océan ; infrastructures et urbanisation durable ; et le capital naturel soutenu par deux leviers transversaux importants (adaptation et résilience aux risques climatiques et finance climatique et crédits carbone).

Les résultats du Sommet viseront également à fournir une contribution et une orientation importante aux travaux en cours sur les réformes des institutions financières mondiales, afin de soutenir un tel programme de croissance avec des changements correspondants à leurs propres trajectoires.